



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

- 1 OCT. 2015

DIRECTION DU BUDGET

TÉLÉDOC 242  
139, RUE DE BERCY  
75572 PARIS CEDEX 12

AGENCE POUR L'INFORMATIQUE  
FINANCIERE DE L'ETAT

10 RUE DU CENTRE  
93160 NOISY LE GRAND

LE SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET  
À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES ET  
SECRETAIRES D'ETAT

NOR FCPBI521953C  
N° : DF-1BE-15-3491

*A l'attention de Mesdames et Messieurs  
les responsables de la fonction financière ministérielle,  
les directeurs des affaires financières  
et les responsables de programme*

**Objet : Opérations préalables à la bascule 2015-2016 et préparation des arrêtés de report sur 2016.**

**P.J : 2 annexes**

La présente circulaire, qui complète la circulaire « Dates limites de fin de gestion applicables à l'exercice 2015 », a pour objectif de détailler le calendrier des **opérations préalables à la bascule des opérations non soldées en fin d'année 2015<sup>1</sup>** ainsi que les actions nécessaires à la **préparation des arrêtés de report de crédits**. Elle précise notamment les modalités de suppression des fonds de concours et attributions de produits inactifs ou de faible rendement.

Dans la perspective des reports de crédits de 2015 sur 2016, la présente circulaire détaille, pour chacun des acteurs concernés (ministères, direction du budget, départements de contrôle budgétaire au sein des services du contrôleur budgétaire et comptable ministériel, agence pour l'informatique financière de l'État), le calendrier des actions à conduire.

<sup>1</sup> Sous Chorus, ces opérations, qui désignent l'ensemble des travaux nécessaires au bon déroulement de la bascule sur la gestion 2016 des opérations non soldées en fin d'année 2015, sont aussi qualifiées de « traitements de fin de gestion » (TFG). Selon le cas, ces travaux peuvent être automatiques ou comporter des tâches manuelles à la charge des différents acteurs (notamment ministères, contrôleurs budgétaires, AIFE).

## **A. Calendrier des opérations réalisées par les ministères**

### *a. Déblocage des crédits*

Les gestionnaires veilleront à procéder aux **déblocages de la totalité des crédits qu'ils avaient bloqués** et qui sont éligibles aux reports (blocages pour aléas de gestion, blocages pour régie d'avance) **au plus tard le jeudi 31 décembre 2015**<sup>2</sup>, à l'exception des éventuels blocages réalisés à la suite de retraits d'AE d'années antérieures non réutilisables.

Cette action est nécessaire en vue de la détermination du montant disponible au report pour chaque programme. **Le non-respect de cette consigne fait peser un important risque d'erreur sur la campagne de reports.**

En revanche, il n'est pas nécessaire de remonter les crédits sans emploi au niveau du programme dans Chorus.

### *b. Saisie dans Chorus des règles de changement d'imputation budgétaire*

En cas de changement d'imputation des opérations non soldées en fin d'année sur la gestion suivante, ces règles consistent à préciser les nouvelles imputations.

Elles visent en particulier à définir, lorsqu'un axe d'imputation budgétaire est supprimé à compter de 2016, le ou les axes devant être utilisés pour recueillir les opérations non soldées.

Les opérations de changement d'imputation budgétaire à la charge des ministères ont pour effet de modifier un ou plusieurs des axes suivants :

- l'activité ;
- la destination de la dépense (action et/ou sous-action, programme en cas d'évolution de la maquette budgétaire) ;
- le cadre de gestion (UO, et éventuellement BOP voire programme en cas d'évolution de la maquette budgétaire).

Il est rappelé que conformément à la circulaire DF-1BLF-15-3237 du 21 mai 2015 relative à l'élaboration des nomenclatures budgétaires pour 2016, les différentes nomenclatures budgétaires citées ci-dessus font l'objet de procédure d'approbation ou de déclaration auprès de la direction du budget :

- la nomenclature d'activités applicable en 2016 doit être transmise à la direction du budget au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2015 ;
- la nomenclature par destination revêtue de l'avis du CBCM a déjà été transmise en juin ;
- la nomenclature du cadre de la gestion (BOP-UO) applicable en 2016, notamment consécutivement à la mise en œuvre de la réforme de l'administration territoriale, devra également avoir été finalisée et transmise à la direction du budget au plus tard pour le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

---

<sup>2</sup> Il est rappelé que, par application de la circulaire du 16 juillet 2014 sur la maîtrise des retraits d'engagements d'années antérieures, la procédure de blocage des AE non recyclables d'un BOP est réservée au contrôleur budgétaire en charge de l'avis sur ce BOP, sauf organisation spécifique convenue avec le CBCM.

Les gestionnaires devront **saisir leurs règles, en particulier celles de changement de périmètre ministériel, dès que possible et avant le 18 décembre 2015**. En effet, la bascule des dossiers débutant dès le 4 janvier 2016, ces règles devront avoir été vérifiées par l'AIFE dans Chorus afin d'être effectives dès cette date. **Seuls les changements de maquette intervenus par amendement au cours de l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour 2016** au Parlement pourront justifier d'un changement de périmètre postérieur. Ces derniers devront alors être effectués **au plus tard le 8 janvier 2016, et en concertation avec l'AIFE**. Aucune règle de changement relative à ces axes ne devra être saisie dans Chorus à une date ultérieure.

Les dossiers pris en compte au titre de 2015 et liés aux opérations dont le règlement doit intervenir dès les premiers jours de gestion 2016 devront être basculés en priorité. S'ils sont concernés par un changement d'imputation budgétaire, la saisie des règles de changement budgétaire correspondantes devra avoir été mise en place préalablement. **Les engagements juridiques antérieurs à 2016 concernés pourront ainsi être basculés sur 2016 dès le 4 janvier 2016** et faire l'objet de paiements ce même jour.

*c. Gestion des tranches fonctionnelles des opérations d'investissement*

La préparation de la bascule des tranches fonctionnelles doit faire l'objet d'une attention particulière :

- les gestionnaires veilleront à vérifier les dates de fin de validité des tranches fonctionnelles (TF) :
  - pour toute TF ne devant plus faire l'objet d'aucun engagement ni paiement à partir de 2016, la date de fin de validité doit être fixée au plus tard au 31 décembre 2015, et la TF clôturée ;
  - pour toute TF dont le report des AE affectées non engagées est souhaité sur 2016, la date de fin de validité devra être postérieure à la date des reports (31 mars 2016), et établie de manière à permettre l'achèvement des opérations de dépense relatives à cette TF avant la clôture de la TF. Pour ces TF, les dates de fin de validité sur 2015 devront être repoussées<sup>3</sup> ;
- toute règle de bascule d'une tranche fonctionnelle d'un programme vers un autre programme doit faire l'objet d'une **demande de dérogation soumise par les gestionnaires à l'avis du département du contrôle budgétaire compétent avant le vendredi 18 décembre 2015** ; aucune demande de dérogation ne sera examinée après cette date. Le respect de cette échéance est important pour permettre d'avancer autant que possible le calendrier des reports d'AE affectées non engagées, conformément aux souhaits de vos services.

De telles règles de bascule, qui se traduiront par une demande de reports croisés, doivent notamment respecter les dispositions de l'article 15 de la LOLF. L'accord sur la mise en place de ces règles ne préempte pas les décisions qui seront prises aux moments des arbitrages sur les reports.

---

<sup>3</sup> Il est rappelé que les crédits affectés non engagés sur les TF ayant une date de fin de validité sur 2015 ne sont pas reportés.

*d. Suppression des fonds de concours et attributions de produits inactifs ou de faible rendement*

L'annexe II à la circulaire 1 BLF-15-3238 relative aux annexes générales jaunes du PLF 2016 demande notamment de signaler les fonds de concours ou attributions de produit que les ministères projettent de supprimer ou de regrouper à compter de 2016.

Les gestionnaires devront, pour ce faire, examiner la liste (annexe 2) des fonds pour lesquels aucune recette n'a été constatée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- sauf avis contraire dûment justifié, les fonds n'ayant perçu aucun fonds depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 seront automatiquement supprimés ;
- sur les autres fonds de la liste (fonds ayant fait l'objet d'encaissements en 2013 mais pas depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014), les gestionnaires proposeront des suppressions après s'être assurés qu'il ne subsiste aucun titre de perception non soldé sur ces fonds.

Par ailleurs, les gestionnaires sont invités à formuler toute autre proposition de regroupement ou de suppression de fonds (fonds au rendement peu significatif, objets redondants, attributions de produits instituées en application d'un même décret...).

Cette opération de rationalisation du répertoire des fonds de concours et attributions de produits devant impérativement être achevée avant le démarrage de la gestion 2016, **les gestionnaires veilleront à retourner l'annexe jointe accompagnée de leurs observations avant le 30 septembre 2015** au bureau 1BE ([1be-fdc-adp@finances.gouv.fr](mailto:1be-fdc-adp@finances.gouv.fr) et [philippe.alix@finances.gouv.fr](mailto:philippe.alix@finances.gouv.fr)).

**B. Calendrier des opérations réalisées par les départements de contrôle budgétaire**

Les départements de contrôle budgétaire veilleront à procéder **le jeudi 31 décembre 2015** d'une part, sur instruction de la direction du budget, au dégel des crédits gelés résiduels, et, d'autre part, au déblocage des crédits bloqués, **à l'exception des blocages mis en place afin d'identifier dans Chorus les crédits n'ayant pas vocation à être reportés**. Ne doivent donc rester bloqués que les crédits dont le report n'est pas envisageable au sens du GBCP.

**Ils transmettent, pour information, au bureau 1BE ([1be-execution@finances.gouv.fr](mailto:1be-execution@finances.gouv.fr) et [philippe.alix@finances.gouv.fr](mailto:philippe.alix@finances.gouv.fr)) leur avis sur les demandes de bascule de tranche fonctionnelle d'un programme vers un autre programme avant le 31 décembre 2015.**

**C. Calendrier des opérations réalisées par l'AIFE**

*a. Clôture automatique des réservations de crédits de gestion courante (AE)*

Les réservations de crédits<sup>4</sup> de gestion courante sur tranche fonctionnelle et hors tranche fonctionnelle seront clôturées automatiquement en fin de gestion 2015. L'AIFE procédera ainsi aux **annulations de ces réservations de crédits le lundi 28 décembre 2015.**

---

<sup>4</sup> La réservation de crédits désigne une opération de gestion qui permet d'identifier, au sein d'une enveloppe globale d'AE, une sous-enveloppe pour un projet particulier. Cette opération ne donne lieu à aucune consommation de crédits.

À l'issue de ce traitement, les autorisations d'engagement correspondantes seront restituées sur l'UO d'imputation de ces réservations de crédits ou sur leur tranche fonctionnelle s'agissant des réservations de crédits sur tranche fonctionnelle. Il ne sera donc plus possible d'imputer des engagements sur réservation de crédits à compter du 25 décembre 2015.

La consommation des autorisations d'engagement restera quant à elle inchangée après ce traitement.

*b. Saisie des règles de changement de fonds de concours et d'attribution de produits*

**Avant le 31 décembre 2015, l'AIFE intégrera dans Chorus les règles de changement de fonds de concours et d'attributions de produits<sup>5</sup>** lorsque les évolutions de cette nomenclature arrêtée par la direction du budget le justifieront (en particulier lors de la fusion éventuelle de deux fonds de concours ou de deux attributions de produits).

Les crédits de fonds de concours non consommés au 31 décembre 2015 sont reportés de droit en 2016 et n'entrent pas en compte dans l'appréciation du respect du plafond de 3 % prévu à l'article 15 de la LOLF. Au contraire, conformément aux dispositions de la LOLF et au mode opératoire mis en œuvre en 2014, les crédits d'attributions de produits non consommés au 31 décembre 2015 sont soumis aux mêmes règles de reports que les autres crédits, en particulier en matière de plafonnement.

Les reports de crédits de fonds de concours prendront en compte les règles de changement de fonds de concours (reports croisés). Les annulations de crédits de fonds de concours sur 2015 et les ouvertures correspondantes sur 2016 seront détaillées fonds par fonds dans Chorus. En revanche, les reports de crédits relatifs aux attributions de produits resteront globalisés avec les reports des crédits autres que de fonds de concours.

*c. Intégration des mouvements Farandole dans Chorus*

Les mouvements de crédits issus du système Farandole, relatifs à la gestion 2015 et publiés après le 31 décembre 2015, seront intégrés dans Chorus dans les meilleurs délais, en principe le lendemain de leur publication.

Ces mouvements sont liés :

- soit à des annulations de crédits disponibles et reportés sur 2016 (arrêtés publiés au plus tard le 31 mars 2016) ;
- soit à des annulations de crédits disponibles au titre de la régularisation de certains rattachements de fonds de concours excédentaires au regard des recouvrements, qui pourraient intervenir dans les premiers jours de janvier 2016<sup>6</sup>.

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2016, les crédits disponibles et non annulés sur la gestion 2015 auront vocation à être annulés en loi de règlement.

<sup>5</sup> Ces règles consistent à déterminer le fonds destinataire des recettes constatées en n+1 sur un fonds supprimé en n.

<sup>6</sup> En particulier, des annulations en AE sont susceptibles d'intervenir sur les fonds de concours antérieurs à 2014 susceptibles de donner lieu à ouverture d'AE préalables, lorsque des titres antérieurs à 2014 sur ces fonds, ayant donné lieu à ouverture d'AE, font l'objet d'une réduction.

*d. Report des AE affectées non engagées sur tranche fonctionnelle de la gestion 2015 sur la gestion 2016*

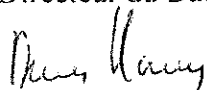
Conformément à la demande qui lui sera adressée par la direction du budget, et après la signature des arrêtés de report correspondants, l'AIFE procédera à la bascule des AE affectées non engagées des tranches fonctionnelles de la gestion 2015 sur la gestion 2016 dans le cadre des reports de crédits de 2015 sur 2016. Les dates de fin de validité des TF sur lesquelles plus aucun engagement ni paiement n'est attendu doivent être mises à jour au 31 décembre 2015.

Pour avancer au plus tôt la bascule des AE affectées non engagées concernées sur 2016 et simplifier la gestion des TF concernées en début d'année, les reports correspondants seront traités en 2016 selon la procédure des reports anticipés. La circulaire relative aux reports de crédits de 2015 sur 2016 en précisera les conditions de mise en œuvre.

**D. Mise en place de la gestion 2016**

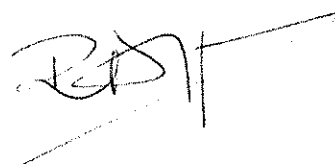
Les instructions de la circulaire du 17 octobre 2013 relative à la mise en place de la gestion 2014 sont reconduites en 2016.

Le Directeur du Budget



Denis MORIN

La Directrice de l'Agence pour l'Informatique  
Financière de l'État



# ANNEXE 1 : Calendrier des opérations préalables à la bascule 2015-2016

1er janvier		
de 2015 à 2016		
Action	Acteur concerné	Calendrier
Déblocage des crédits (hors retraits AE années antérieures)	Ministères	jusqu'au 31 décembre 2015
Saisie des règles de changement budgétaires (y.c. changement d'activité)	Ministères	Cas général : avant le 18 décembre 2015
		Cas particulier : jusqu'au 8 janvier 2016 pour un changement de maquette introduit par amendement au PLF 2016
Vérification des dates de fin de validité des tranches fonctionnelles	Ministères	jusqu'au 31 décembre 2015
Demande de suppression des fonds de concours et attributions de produits inactifs ou de faible rendement	Ministères	jusqu'au 30 septembre 2015
Demande de reports croisés pour les tranches fonctionnelles	Ministères	jusqu'au 18 décembre 2015
Dégel et déblocage des crédits reportables	Départements de contrôle budgétaire	le 31 décembre 2015
Clôture automatique des réservations de crédits de gestion courante *	AIFE	le 28 décembre 2015
Saisie des règles de changement de fonds de concours et d'attribution de produits	AIFE	jusqu'au 31 décembre 2015
Intégration des mouvements Farandole	AIFE	jusqu'au 31 mars 2016
Bascule des dossiers vivants	AIFE	à partir du 4 janvier 2016
Bascule des tranches fonctionnelles	AIFE	A la demande de la direction du budget, au plus tard le 31 mars 2016 (reports anticipés)
* Par conséquent, les engagements juridiques sur réservations de crédits devront impérativement être réalisés au plus tard le 24 décembre 2015		

## ANNEXE 2 : Liste des fonds de concours à examiner en vue de leur suppression

Ministère	Programme	Fonds 2015	Intitulé 2015	CP reçus entre le 01/01/2014 et le 15/08/2015	CP 2013	Suppression automatique	Suppression soutignée par le gestionnaire
Ministère de la ville	0163	1-1-00411	participation de la Commission européenne au financement de projets relatifs aux jeunes et à la vie associative	-	-	Oui	
Ministère de la ville	0219	1-2-00402	participation de partenaires privés et d'établissements publics au financement de campagnes d'information initiées par le ministère chargé des sports	-	2 000	Non	
Ministère de l'écologie	0612	1-1-00006	Participation aux projets aéronautiques européens	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0203	1-1-00095	participation du FEDER au financement d'études et d'infrastructures dans le domaine des transports (AE préalables)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0203	1-1-00160	contribution du FEDER aux projets d'investissements routiers (AE préalables)	-	2 702 609	Non	
Ministère de l'écologie	0113	1-1-00819	participation du FEDER à des actions de protection de la nature et de l'environnement (programmation 2000-2006-rattachement en CP uniquement)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0203	1-2-00102	participation des départements au fonctionnement courant des directions interdépartementales des routes	-	2 271 106	Non	
Ministère de l'écologie	0203	1-2-00151	participations à l'aménagement, l'adaptation et la construction d'installations portuaires (AE préalables)	-	690 573	Non	
Ministère de l'écologie	0613	1-2-00180	Participation du FIPHFP au financement d'actions en faveur de l'insertion des personnes handicapées	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0181	1-2-00225	contribution au financement des travaux de renforcement des digues de protection de Toulouse	-	1 020 007	Non	
Ministère de l'écologie	0174	1-2-00321	"insertion territoriale du projet Cigéo en Meuse et Haute-Marne"	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0205	1-2-00788	participation des armateurs au financement des dispositifs sociaux à destination des marins	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0181	1-2-00820	participations aux études, acquisitions et travaux d'équipement relatifs à la protection de la nature, à la prévention et à la lutte contre les pollutions ainsi qu'à la gestion des milieux naturels (rattachement en CP uniquement)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0614	1-2-00991	Participation à des enquêtes de sécurité aérienne	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0203	1-3-00453	participations d'Etats européens au financement de projets dans le domaine des transports interurbains	-	17 064 701	Non	
Ministère de l'écologie	0612	1-3-00768	Participation de tiers à des études et travaux dans le domaine de la navigation aérienne (outre-mer ou étranger)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0612	2-2-00735	Produit des cessions de biens mobiliers (programme 612)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0613	2-2-00740	Produit des cessions de biens mobiliers (programme 613)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0612	2-2-00758	Rémunération de services rendus (programme 612)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0614	2-2-00761	Rémunération de services rendus (programme 614)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0613	2-2-00765	Rémunération de services rendus (programme 613)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0614	2-2-00777	Produit des cessions de biens mobiliers (programme 614)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0217	2-3-00310	contributions aux dépenses de personnel pour la réalisation de travaux, prestations ou services ( outre mer)	-	53 020	Non	
Ministère de l'écologie	0612	2-3-00753	Rémunération de services rendus (programme 612)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0614	2-3-00776	Rémunération de services rendus (programme 614)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0613	2-3-00779	Produit des cessions de biens mobiliers (programme 613)	-	-	Oui	
Ministère de l'écologie	0614	2-3-00789	Produit des cessions de biens mobiliers outre-mer (programme 614)	-	-	Oui	
Ministère de l'éducation nationale	0172	1-1-00082	concours du Fonds social européen (programme recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires)	-	-	Oui	
Ministère de l'éducation nationale	0150	1-1-00094	participation du FEDER à la construction et à l'équipement de locaux universitaires (programmation 2000-2006 - rattachement en CP uniquement)	-	-	Oui	
Ministère de l'éducation nationale	0172	1-1-00947	participation de la Commission européenne au financement du projet Era-net	-	32 353	Non	
Ministère de l'éducation nationale	0150	1-2-00511	participation du Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique aux actions de recrutement, de formation et d'intégration (programme 150)	-	-	Oui	
Ministère de l'éducation nationale	0172	1-2-00512	participation du Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique aux actions d'information et de sensibilisation (programme 172)	-	-	Oui	
Ministère de l'éducation nationale	0172	1-3-00257	Partenariat avec des organisations internationales ou des gouvernements étrangers (programme 172)	-	156 000	Non	



Ministère du travail	0102	1-1-00345	Participation de l'UE au financement de la Garantie jeunes	-	-	Oui
Ministère du travail	0155	1-1-00910	contributions communautaires à des statistiques et études	-	-	Oui
Ministère du travail	0103	1-2-00844	remboursement par les bénéficiaires des sommes indûment perçues au titre du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)	-	-	Oui
Ministère du travail	0155	2-2-00133	valorisation du patrimoine immatériel du ministère du travail (programme 155) participation du Centre des monuments nationaux aux travaux d'entretien et de restauration des immeubles et objets mobiliers appartenant à l'Etat et classés monuments historiques ou inscrits au titre des monuments historiques (investissement - AE préalables)	-	-	Oui
Ministère de la culture	0175	1-2-00427	contributions diverses aux travaux de restauration des immeubles et objets mobiliers classés ou inscrits au titre des monuments historiques (programme 334 - AE préalables)	-	93 334	Non
Ministère de la culture	0334	1-2-00434	participations diverses à l'acquisition, à la construction ou à l'aménagement d'immeubles (investissement - AE préalables)	-	-	Oui
Ministère de la culture	0224	1-2-00869	participations diverses à des opérations d'entretien et de restauration de biens mobiliers ou immobiliers classés ou inscrits au titre des monuments historiques (étranger et outre-mer AEP)	-	-	Oui
Ministère de la culture	0175	1-3-00334	produit des cessions de biens mobiliers (programme 334)	-	-	Oui
Ministère de la culture	0334	2-2-00174	valorisation du patrimoine immatériel en matière de recherche par les services à compétence nationale du ministère chargé de la culture et de la communication	-	-	Oui
Ministère de la culture	0186	2-2-00273	produit des cessions de biens mobiliers (programme 131)	-	-	Oui
Ministère de la culture	0131	2-2-00750	participation du FFHFP au financement de la prestation cheque vacances au bénéfice des travailleurs handicapés de la fonction publique de l'Etat	-	-	Oui
Ministère de la culture	0148	1-2-00510	Participation de la Commission européenne aux programmes de contrôle de la pêche en Guyane	-	-	Oui
Ministère de la culture	0146	1-1-00274	participations diverses d'outre-mer aux dépenses d'infrastructure et de dépollution (investissement - AE préalables)	-	2 205 000	Non
Ministère de la culture	0212	1-3-00199	valorisation du patrimoine immatériel de l'administration centrale du ministère de la justice	-	680	Non
Ministère de la culture	0310	2-2-00514	participation de la Commission européenne aux frais d'établissement d'enquêtes statistiques, hors RICA (titre 2)	-	22 406	Non
Ministère de la culture	0166	2-3-00169	participation de l'Union européenne aux dépenses de rémunération d'assistance technique des programmes financés par le FEADER ou le FEP (titre 2)	-	600 000	Non
Ministère de la culture	0215	1-1-00018	participation du FEOGA ou du FEADER aux dépenses de subventions relatives aux forêts	-	-	Oui
Ministère de la culture	0215	1-1-00021	participation de la Commission européenne aux frais d'établissement d'enquêtes statistiques, hors RICA (hors titre 2)	-	600 000	Non
Ministère de la culture	0149	1-1-00022	participations diverses aux frais d'établissement d'enquêtes statistiques, hors RICA (titre 2: métropole)	-	219 936	Non
Ministère de la culture	0215	1-1-00123	participations diverses au financement de travaux de restauration de terrains en montagne (investissement)	-	-	Oui
Ministère de la culture	0215	1-2-00124	Participation de tiers aux opérations de prévention des incendies engagées par le ministère chargé de la forêt	-	-	Oui
Ministère de la culture	0149	1-2-00221	Téléservices guichet-entreprises.fr	-	-	Oui
Ministère de la culture	0149	1-2-00234	participations à des dépenses d'investissement - AE préalables (outre-mer, étranger, hors crédits communautaires)	-	-	Oui
Ministère de la culture	0134	1-2-00341	Cofinancement par le FSI des actions menées par le programme 303	-	-	Oui
Ministère de la culture	0214	1-3-00189	Cofinancement par le FEI des actions menées par le programme 303	-	-	Oui
Ministère de la culture	0303	1-1-00309	Cofinancement par le FEI des actions menées par le programme 104	-	-	Oui
Ministère de la culture	0303	1-1-00328	participation de la Commission européenne au financement des projets de la sécurité civile (programme 161)	-	256	Non
Ministère de la culture	0104	1-1-00329	participation aux opérations de dégagement d'une fréquence hertzienne	-	1 057 350	Non
Ministère de la culture	0161	1-1-00497	contributions diverses à l'aide d'urgence aux victimes de calamités publiques	-	329 459	Non
Ministère de la culture	0152	1-2-00024	Plateforme téléphonique d'information des personnes âgées et de leurs proches aidants - dépenses de fonctionnement	-	-	Oui
Ministère de la culture	0161	1-2-00043	Plateforme téléphonique d'information des personnes âgées et de leurs proches aidants - dépenses de personnel	-	-	Oui
Ministère de la culture	0623	1-2-00324	Remboursements par les bénéficiaires finaux au programme 104 des sommes indûment perçues au titre du FAMI	-	-	Oui
Ministère de la culture	0624	1-2-00325	Remboursements par les bénéficiaires finaux au programme 303 des sommes indûment perçues au titre du FAMI	-	-	Oui
Ministère de la culture	0104	1-2-00877	Remboursements par les bénéficiaires finaux au programme 303 des sommes indûment perçues au titre du FSI	-	-	Oui
Ministère de la culture	0303	1-2-00878	Remboursements par les bénéficiaires finaux au programme 104 des sommes indûment perçues au titre du FER	-	-	Oui
Ministère de la culture	0303	1-2-00879	participations diverses à la sécurité et à la circulation routières en outre-mer	-	-	Oui
Ministère de la culture	0104	1-2-00881	fonctionnement	-	-	Oui
Ministère de la culture	0207	1-3-00214	Rémunération des prestations fournies par les directions de l'administration centrale, à l'exception de la direction générale de la police nationale, la direction générale de la gendarmerie nationale et la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (titre 2)	-	677 975	Non
Ministère de la culture	0216	2-2-00256	produit des cessions de biens mobiliers (programme 216)	-	100	Non
Ministère de la culture	0216	2-2-00727		-		

Ministère des affaires étrangères	0151	1-1-00333	Remboursement par les fonds européens des dépenses de personnel liées à la politique des visas	-	-	Oui
Ministère des affaires étrangères	0105	1-2-00288	participation de la CNAV à une mission de lutte contre la fraude	-	-	Oui
Ministère des affaires étrangères	0105	1-2-00289	Participation de tiers métropolitains aux dépenses de coopération militaire et de sécurité exposées par la France	-	-	Oui
Ministère des affaires étrangères	0200	1-3-00287	Participation de gouvernements étrangers aux projets de coopération menés par la France (programme 209)	-	-	Oui
Ministère des affaires sociales	0124	1-2-00267	participation du Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique aux dépenses d'insertion et de maintien dans l'emploi	-	770 722	Non
Ministère des affaires sociales	0137	1-2-00343	Participation de collectivités au dispositif téléphone grand danger	-	-	Oui
Ministère des finances	0134	1-1-00978	participation de l'Union européenne à l'organisation ou au financement de projets, études ou enquêtes dans le domaine du tourisme	-	-	Oui
Ministère des finances	0218	1-1-00990	contribution du Fonds social européen à des actions de communication et de formation	-	-	Oui
Ministère des finances	0218	1-1-00990	contribution du Fonds social européen à la rémunération de formateurs (titre 2)	-	-	Oui
Ministère des finances	0156	1-2-00711	participations à la construction, l'aménagement ou la rénovation de bâtiments administratifs (investissement)	-	50 373	Non
Ministère des finances	0134	1-2-00904	participations diverses à des études et manifestations	-	-	Oui
Ministère des finances	0134	1-2-00946	remboursement par les bénéficiaires finaux des sommes indûment perçues au titre des fonds structurels européens	-	-	Oui
Ministère des finances	0134	1-3-00948	participation étrangère à une manifestation exceptionnelle	-	-	Oui
Ministère des finances	0134	2-2-00073	services rendus par la Commission de régulation de l'énergie	-	-	Oui
Ministère des finances	0134	2-3-00235	Rémunération de certains services rendus par l'Autorité de la concurrence en outre-mer	-	-	Oui
Services du Premier ministre	0308	1-1-00166	participation communautaire aux actions menées par le contrôleur général des lieux de privation de liberté	-	-	Oui
Services du Premier ministre	0129	1-1-00232	participation communautaire aux projets initiés par les services du premier ministre (programme 129)	-	-	Oui
Services du Premier ministre	0112	1-1-00318	Remboursements du FEDER-FSE dans le cadre du Programme national d'assistance technique interfonds 2014-2020	-	-	Oui
Services du Premier ministre	0112	1-1-00657	contribution du FEADER au financement des actions nationales du réseau de développement rural	-	-	Oui
Services du Premier ministre	0112	1-2-00320	Cofinancement d'un projet informatique CGET-OFII	-	-	Oui
Services du Premier ministre	0112	1-2-00340	Participation de la Caisse des dépôts et consignations au projet métropolitain Aix Marseille Provence	-	-	Oui
Services du Premier ministre	0120	1-2-00523	participation du Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique au renforcement des mesures d'insertion dans les services du Premier ministre	-	1 500 000	Non
Services du Premier ministre	0112	2-2-00756	produit des cessions de biens mobiliers (programme 112)	-	2 500	Non